L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 27 AVRIL 1882. 55me Année.

Durham, Bonnet & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS. JEUDI, 27 AVRIL 1882.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

Edition Quotidienne.

Un an..... $12 00
Six mois..... 6 00
Trois mois..... 3 00
Un mois..... 1 00

On s'abonne aussi, à la campagne, avec les porteurs.

Edition du Dimanche.

Un an..... $8 00

Edition Hebdomadaire.

Un an..... $5 00
Six mois..... 2 50
Quatre mois..... 1 50
Trois mois..... 1 00

Nombreux choix facultatifs.

Les Indiens aux Etats-Unis.

Nous avons, récemment, accusé réception d'une brochure intitulée : "Proposed Indian Policy"—c'est-à-dire, la politique qu'il conviendrait de mettre en vigueur vis à vis des tribus qui habitent une partie de l'Union Américaine.

L'auteur, M. James W. Wotlin, citoyen de Philadelphie, y défend les Indiens avec tout le courage, toute l'énergie, toute l'éloquence d'un homme profondément convaincu, avec un admirable talent d'écrivain. Il a suivi l'exemple de Henry Clay, de Wendell Phillips et de beaucoup d'autres de nos compatriotes qui ne sont intéressés ni en cour ni en province passement du sol.

Son cœur, abandonné appuyé par la France du centre qu'il habite et par celle des grandes capitales du pays, va être portée devant le Congrès, qui sera bientôt appelé à se prononcer et agir en personne du monde civilisé.

M. Wotlin et les hommes qui préconisent la nouvelle politique, demandent, entre autres choses, que le gouvernement reste fidèle aux engagements pris vis-à-vis des tribus; qu'il empêche les aventuriers de pénétrer dans leur territoire; qu'il continue de pourvoir aux Indiens civilisés de se gouverner et de décider, eux-mêmes, ce qui a trait à l'exploitation des terres; qu'il administre les lois par des ordres que le Président aura approuvés; qu'il ne fasse jamais peser sur une tribu la responsabilité du action d'un de ses membres, et organise une bonne police dans chaque colonie; qu'il aide, pour les Indiens, un département distinct, qui devra être confié à un fonctionnaire civil, et contenue de fréquentes inspections des agences par des personnes que le Président aura désignées; qu'il détruise, avec soin et sincérité, les devoirs des agents, rendu ceux-ci inamovibles, leur donne des gages suffisants et les soustraie aux influences politiques; qu'il abolisse les privilèges des traiquants, détruise complètement le commerce des boissons, contrôle la vente des armes et des munitions, prohibe absolument des rapports quelconques entre les soldats des postes et les Indiens; qu'il n'ouvre aucune tribu sur une autre terre, à moins que le sol et le climat ne l'exigent, et à moins que la tribu n'y consente; qu'il porte la civilisation parmi les Indiens aux lieux et là ils se trouvent actuellement, en dans des cultivateurs, instruise leurs enfants, leur apprenne des métiers et désarme que le travail sera obligatoire; qu'il divise les terres entre les tribus et ordonne que ces terres soient inaliénables, qu'elles ne soient impossibles qu'au bout d'un certain laps de temps; enfin, qu'il accorde le droit de suffrage à tous les Indiens qui, en maintenant par leurs propres travaux, désirent l'obtenir.

Cette question des Indiens est une question d'Etat aussi difficile que celle des Mormons et celle des Chinois, sans en avoir le côté immoral et odieux—question dont la solution exige autant d'habileté dans les mesures à prendre que de philanthropie désirée dans l'exécution de ces mesures.

Une réforme radicale est nécessaire, tout le monde en convient; mais elle ne peut s'effectuer que par des moyens aussi compliqués que dispendieux. L'exposé des principes et les suggestions adoptés aux journaux des Etats-Unis nous semblent assez bien conçus, et pourraient être mis en pratique en grande partie, peut-être entièrement. Nous ne pouvons qu'ajouter nos encouragements sincères à ceux de toute la Presse sentimentale, pour porter la nation à user de son influence auprès du Congrès et l'engager à prendre en considération cet important sujet si digne de ses délibérations.

Les dernières dépêches télégraphiques nous annoncent de nouveaux soulèvements, des tueries, des pennuities qui auront suivies d'autres tueries. Le population des Etats-Unis s'émeut, naturellement, en voit de nouveaux des familiers, et réclame un châtiment prompt et exemplaire; le gouvernement, comme par le passé, envoyera aux commandants l'ordre de ne rien négliger pour protéger les colons contre la fureur des sauvages; ceux-ci, après une résistance opiniâtre, seront cernés, et ceux que les balles n'auront pas atteints, seront probablement jugés et pendu.

Et il en sera ainsi jusqu'à ce que le dernier des Indiens ait rejoindre ses ancêtres dans le pays délicieux qu'il a rêvé et qui lui a été promis.

Mais le peuple, après avoir crié vengeance et avoir été vengé, recherche-t-il, lui-même, ce ordonne-t-il à ses ministres de rechercher la cause de ces révoltes et de ces massacres qui se renouvellent de cinq en cinq ans?

Les entretiens, après avoir frappé au nom de la civilisation outrageée et dans un but de sûreté future, instituent-elles, ensuite, jamais institué des enquêtes? Tentent-elles, ont-elles jamais tenté de s'assurer si les agents qu'elles ont désignés et qui occupent des places considérablement lucratives, dit-on, ont honnêtement rempli leurs devoirs, ou sont innocents d'exploitations et de prévarications?

Il n'est pas d'Américain qui ne soient heureux de pouvoir répondre affirmativement à ces questions. Le peut-il?

Si, étant admise la nécessité d'exterminer ces hordes et de terribles représailles, les esprits impartiaux, les cœurs généreux, voyaient, au rétablissement de la paix, la recherche d'un remède aux maux dont gémit l'humanité, des mesures préventives, des lois constitutives, ils ne prohiberaient pas une sévérité du haut des tribunes et des chaires, par la voix des journaux, pour les obtenir ils ne supplieraient pas le Congrès d'un faire l'objet soumis de délibérations.

Le moteur est aussi magnanime que puissante; elle ne voudrait pas détruire s'il reste des moyens de salut, un espoir de régénération. Le gouvernement — nous le proclamons à sa gloire — a invariablement et noblement rempli les conditions qu'il était imposées à l'égard des Indiens, mais on n'est pas tenu de juger, sans preuves, que ces agents ont été aussi joyeux que lui et que leur conduite a toujours été désintéressée ou irréprochable.

Le Texas Siftings est un journal nouveau

LES IDÉES DU JOUR.

Quel spectacle le monde civilisé de notre époque ne présente-t-il pas à l'observateur intelligent et attentif! De toutes parts s'élève un cri de réprobation. Sous l'influence des idées qui circulent, empoisonnées et dispensées par les mille voies de la Presse, du télégraphe et du télégramme, le passé s'efface lentement et les peuples réclament de nouvelles destinées. La liberté se substitue à l'oppression qui pesait sur elle. La science vient à son secours en dévoilant tous les secrets de la nature. L'éducation, répandue à flots, révèle aux populations leurs droits et leurs devoirs. Le principe de l'hérédité absolue se heurte contre celui de la souveraineté populaire, reprenant et emplissant obtient en donnant en sont mesurés par lui. Le sang et l'or de l'Egypte, si longtemps fermés aux idées nouvelles, affluent, par des violences que ne pourront justifier même l'excès de la tyrannie, leur droit à la vie libre.

La liberté de la Presse qui, en un échelle, a plus fait pour l'émancipation générale que les révolutions les plus sanglantes, guide encore les peuples vers la lumière. La critique historique, qui est la flagellation du tribunal et vient flétrir de la pensée générale, active cette révélation des droits inhérents à la personne humaine. Pénétrant dans l'histoire un flambeau à la main, elle renverse les statues aux pieds d'argile, élevées aux maîtres distributeurs des faveurs de la puissance, et ramène à la confiance des individualités de génie redoutées de Pantocrit et condamnées par celle des idées exprimées trop librement. Le monde marche; aveugle qui le voit pas.

Ici même, en Amérique, dans notre république modèle, il se produisit un mouvement qui ne peut échapper à l'attention de qui sait tirer, des événements qui s'accomplissent sous nos yeux, leur conséquences logique. Malgré les droits que nous possèdent nos libres institutions, nous sommes gouvernés despotiquement. L'opposition contre les octaves d'occasion de jour en jour, et nous assistons en spectacle, étrange dans une république démocratique, d'associations qui se forment entre les personnes exerçant la même industrie. Les bateaux, les bouchers, les cordonniers ont organisé des unions dans le but de se protéger contre les exigences de plus en plus déconsidérées des agents fiscaux de l'Etat et de la ville. Les grocers,—une ligue, ont suivi. Nous ne parlerons pas de l'association des propriétaires; on sait avec qu'elle audace elle poursuit le but qu'elle s'est proposé.

N'est-ce pas un fait unique dans les annales d'un peuple libre, que ce rapprochement, pour la défense d'un intérêt menacé, entre gens de la même profession, et en concurrence active? Du B, à la conspiration, la voie est courte. Et, qu'on le remarque bien, le mouvement a été provoqué par l'administration pen économique de nos finances.

Maintenant, que toutes ces associations s'organisent un jour d'élection, qui pourrait résister à leur force et à Plaidoyer ce qu'elles pourront exercer sur ceux avec lesquels chacun de leurs membres est, chaque jour, en contact?

C'est un élément d'ordre et d'économie qui s'introduit dans notre système électoral. Grâce à ces nombreuses associations et à leur but, l'accord municipal se dégage des brumes qui l'accablaient. Les hommes qui n'ont jamais demandé qu'on leur donnât leur suffrage d'intelligence sont fatigués de se voir dépouiller par des agents dont le plupart n'ont jamais rien produit, mais conséquent beaucoup.

Si ce mouvement est dirigé par des chefs habiles et dévoués, il est; donné à opérer à la Nouvelle Orléans ce que l'union des honnêtes gens de Philadelphie a fait pour cette dernière ville: elle disperses les soudres et les politiciens.

L'adoption, par le Sénat des Etats-Unis, du projet de loi présenté par M. Kellogg et qui alloue $1,000,000 pour améliorer la navigation du Missouri, $5,000,000 pour améliorer celle du Mississippi, est un commencement de réalisation de nos vœux et de nos espérances.

Nos dépêches particulières ne laissent guère de doute sur l'adoption du bill par la Chambre.

Le fait que MM. Jonas et Kellogg expriment l'opinion que la loi permet à la commission de construire les levées, a dissipé les craintes de ceux qui voyaient dans le premier un obstacle aux travaux dont l'exécution est d'une importance vitale pour les habitants de la Vallée.

Southern Art Union.

Courses aux Fair Grounds à son bénéfice.

Après le beau succès obtenu par l'exposition de tableaux, la Southern Art Union ne pouvait s'arrêter en si bon chemin. Elle a encore d'ailleurs bien des progrès à faire; il lui faut s'installer dans un emplacement digne d'elle, mais voute pour recevoir tous ces divers et pour conserver dans de meilleures conditions la tentative et heureuse qu'elle vient de faire.

C'est dans ce but, nous le supposons, qu'elle en appelle au public et donne, samedi prochain, des courses aux Fair Grounds. Elle réunira incontestablement; car elle a l'appui chaleureux de toute la société élégante et riche de la Nouvelle-Orléans. Les courses seront belles et animées, et nous espérons que la recette permettra à cette belle association de se hausser dans une nouvelle entreprise et de s'établir grandement et confortablement chez elle.

M. et Mme Ellis, comme on se le rappelle date et et favorablement des amateurs de cette spectacle, annoncent, en temps et M. Paul Vidalia, gérant, de leurs représentations 125 rue du Canal, et seront heureux de recevoir leurs nombreux amis et leurs anciens clients. Ils sont résolus à ne rien négliger pour que leur établissement soit digne du public en général. Ils ont obtenu la clientèle du public en général. Ils ont obtenu la clientèle du public en général. Ils ont obtenu la clientèle